



NATIONS UNIES
MALI



**DE RESULTAS
DES NATIONS UNIES
AU MALI**

RAPPORT **ANNUUEL** **2022**

SOMMAIRE

Avant-propos.....	3
Équipe de pays de l'ONU au Mali.....	5
Partenaires au développement.....	6
Indicateurs sociaux économiques	7
Chapitre 1 : Principaux axes de développement au niveau national et régional.....	8
Chapitre 2 : Appui du système des Nations Unies pour le développement aux priorités de développement.....	10
2.1. Analyse des résultats du plan-cadre de coopération.....	10
Mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight.....	12
2.2. Priorités, réalisations et produits du plan-cadre de coopération.....	13
2.3 Appui aux partenariats et financement du Programme 2030.....	32
2.4 Résultats des Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies.....	33
2.5. Evaluation et leçons apprises.....	34
2.6 Aperçu financier et mobilisation des ressources.....	34
Chapitre 3 : Priorités de l'équipe de pays des Nations-Unies pour 2023.....	38
Partenaires de mise en œuvre.....	40
Liste des sigles et acronymes.....	41

AVANT-PROPOS

Notre partenariat Gouvernement du Mali et Système des Nations unies pour le développement s'est renforcé au cours de l'année 2022 et nous nous réjouissons des progrès accomplis sur les différents résultats stratégiques visés.

Les défis restent encore importants et dans un contexte géostratégique mondial complexe, le gouvernement se félicite de l'engagement constant des Nations unies à continuer de soutenir les efforts du Mali face aux difficultés multisectorielles.

L'année 2022 qui est aussi la troisième année de mise en œuvre de notre Cadre commun de coopération pour la période 2020-2024 n'a pas été un fleuve tranquille tant au plan politique interne, régional, de la géopolitique mondiale, économique et financier, des effets des sanctions et de la pandémie de la COVID-19. Mais nous nous réjouissons des avancées enregistrées dans la réponse conjointe Nations unies et gouvernement aux besoins des populations et aux défis de développement durable du Mali.

Nous gardons l'espoir que l'année 2023 nous offrira une nouvelle occasion de tenir le flambeau et de faire de notre mieux pour faire face aux défis actuels et émergents. Sans doute nous escomptons voir se raffermir notre partenariat et notre engagement à tous reste ferme de ne ménager aucun effort pour la réalisation de l'agenda 2030 et assurer que nul ne soit laissé de côté.

Mais aussi, est-il important de rappeler que l'année 2023 qui est la 4ème année de l'UNSDCF va voir s'engager la préparation conjointe du nouveau Cadre de coopération pour le développement durable 2025-2029. A cette fin nous en appelons à tous les acteurs impliqués dans ce processus tant de la partie nationale que du SNU à se mobiliser et à apporter les expertises nécessaires afin que les différents diagnostics et les programmations à venir adressent de façon idoine les défis de développement du Mali pour le bien-être de chaque malien et de chaque malienne dans la paix, la sécurité, la concorde nationale et la prospérité.



ABDOULAYE DIOP

Ministre AECI



ALAIN NOUDEHOU

DSRSG/RC/HC



ÉQUIPE DE PAYS DE L'ONU AU MALI

L'équipe pays du Mali est constituée des Chefs de 18 entités signataires de l'UNSDCF (13 résidentes et 5 non-résidentes) sous la coordination du Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire général des NU, Coordonnateur Humanitaire et Coordonnateur Résident du système des Nations Unies pour les activités opérationnelles de développement dans le pays.

L'équipe travaille en étroite collaboration avec le gouvernement du Mali, les collectivités

territoriales, la société civile et d'autres partenaires au développement. Elle veille à assurer l'alignement des interventions sur les priorités nationales de développement durable. Le Cadre de Coopération des Nations unies pour le développement durable 2020 – 2024 (UNSDCF) signé avec le gouvernement reste le cadre de référence des interventions des entités onusiennes dans le pays.



LA FAMILLE DES NATIONS UNIES AU MALI



PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT

Les partenaires clés de mise en œuvre du Cadre de Coopération 2020-2024 au niveau national sous la coordination générale du Ministère en charge des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale sont les départements ministériels et institutions gouvernementales chargées de la mise en œuvre des programmes spécifiques des entités du SNU, et les ONG/OSC avec l'appui des institutions financières internationales, la coopération bilatérale et multilatérale et les acteurs du secteur privé. Les principaux partenaires financiers du SNU sur la période sous revue sont :



INDICATEURS SOCIAUX ÉCONOMIQUES

POPULATION TOTALE (en millions) : **21,7**

23,8 % Milieu urbain

76,2 % Milieu rural

50 % Population âgée de moins de 15 ans

18,5 % Population âgée de 7-12

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Nombre de personnes en insécurité alimentaire : **3 366 408**

Prévalence du retard de croissance (enfants de moins de 5 ans) :
garçons : **25,5%** ; filles : **18,8%**

MORTALITÉ MATERNELLE POUR 100 000 NAISSANCES VIVANTES : 325 ‰

EDUCATION

Taux brut de scolarisation au primaire (garçons) : **81,8%**

Taux brut de scolarisation au primaire (filles) : **77,44%**

UTILISATION DE L'EAU POTABLE

Ménages qui consomment de l'eau potable : **84,6 (%)**

Milieu urbain : **91,5 %**

Milieu rural : **82,1 %**

CHAPITRE 1

Principaux axes de développement au niveau national et régional

En 2022, le Programme de travail conjoint de l'équipe de pays des Nations Unies au Mali s'est déroulé dans un environnement complexe marqué par les conséquences de la combinaison de l'instabilité politique, l'insécurité, le changement climatique, les sanctions de la CEDEAO-UEMOA, la guerre en Ukraine et la pandémie de la Covid-19. La situation politique interne a été principalement dominée, d'un côté par des tensions diplomatiques notamment avec la France et certains partenaires européens ainsi qu'avec des pays voisins tels que la Côte d'Ivoire et le Niger, et de l'autre, par des sanctions économiques de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine-Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (UEMOA-CEDEAO). La reconfiguration de la présence militaire internationale, traduite par la fin des opérations de Barkhane et Takuba, le retrait du Mali du dispositif du G5 Sahel ainsi que la coopération bilatérale accrue avec la Russie, ont eu un impact sur l'environnement sécuritaire. Les autorités de la transition ont redéfini la politique de défense et de sécurité du pays notamment en matière de recrutement, de formation, d'équipement et de partenariats. Le 6 juin 2022, par décret présidentiel, la durée de la transition politique en cours au Mali a été fixée à 24 mois à partir du 26 mars 2022. Par un autre décret du 10 juin 2022, le Président de la transition a créé une commission chargée d'élaborer un avant-projet de Constitution dans un délai maximal de deux mois. En juin, le Conseil national de transition (CNT) a adopté le projet de la nouvelle loi électorale, promulguée par le Président de la transition le 24 juin 2022. Cette nouvelle loi électorale institue l'Autorité indépendante de gestion des élections (AIGE) et fixe le régime du référendum, de l'élection du Président de la République et des conseillers des collectivités territoriales. S'agissant du processus de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation d'Alger, on observe une issue positive à la suite de la réunion de haut niveau qui devrait permettre entre autres l'achèvement de l'intégration des 1 235 ex-combattants restants, sur un total de 3 000, dans le cadre du processus accéléré de désarmement, démobilisation et réintégration.

Dans ce contexte complexe, le Gouvernement du Mali a élaboré le deuxième Rapport National Volontaire (RNV) après celui de 2018, qui a été présenté au Forum Politique de haut niveau pour le développement durable en juillet 2022. Selon ce rapport, la trajectoire de la plupart des ODD présente de sérieux défis qui nécessiteront des efforts et des investissements substantiels pour que le Mali puisse réaliser avec succès le Programme 2030. L'incidence de la pauvreté (ODD 1) a augmenté sous toutes ses formes, passant de 30,3 % en 2019 à 34,7 %. En ce qui concerne la faim (ODD 2), près d'un cinquième des ménages ont eu des difficultés à se nourrir entre 2017 et 2020. Sur le



plan de la santé (ODD 3), le taux de mortalité maternelle s'améliore avec une baisse de 368/100 000 en 2012 à 325/100 000 en 2018. Pour l'accès à l'éducation (ODD 4), le taux brut d'admission au 1er cycle de l'enseignement de base est passé de 62,7 % en 2016 à 69 % en 2021. Dans le domaine de l'égalité des sexes (ODD 5), la participation des femmes aux postes de direction et à la vie politique, économique et sociale s'est améliorée avec une proportion de 28,57 % de femmes au parlement. Cependant, les défis en termes de violence à l'égard des femmes et des filles restent élevés. En ce qui concerne l'ODD 6, le taux d'accès à un service d'eau potable amélioré en 2021 est de 70,9 % contre 68,8 % en 2018. S'agissant de l'ODD 10, l'inégalité mesurée par l'indice de Gini dans son ensemble traverse une période critique. Il est passé de 0,38 en 2018 à 0,4 en 2019 et de 0,38 en 2020 à 0,42 en 2021. En ce qui concerne l'ODD 11, la proportion de la population vivant dans des logements inadéquats est restée faible entre 2017 et 2020, tant dans les zones rurales (passant de 8,5 % à 3,2 %) que dans les zones urbaines.

La croissance économique du Mali en 2022 est de 3,7% contre 3,1% en 2021. Cette performance est tirée par les secteurs primaire et secondaire où le taux de croissance a enregistré respectivement une hausse de 3,7% et 2,4% en 2022 contre 3,0% et 0,1% en 2021. Les cours mondiaux ont contribué aux performances de l'économie à des niveaux exceptionnellement élevés, la production et les exportations d'or poursuivant leur très forte progression. Dans le secteur agricole, la campagne cotonnière 2021/2022 s'est soldée par une production de près de 800 000 tonnes qui a permis au Mali de retrouver sa 1ère place de producteur africain, devant le Bénin. Quant à la valeur ajoutée du secteur tertiaire, elle se contracterait de 4,1% en 2022 contre 4,6% en 2021 à cause des effets des sanctions économiques qui ont impacté la production non marchande. Toutefois, les

progrès en développement humain demeurent lents.

Selon l'indice de développement humain de 2022, le Mali occupe la 186ème place sur 191 pays. Le Gouvernement du Mali avec l'appui de ses Partenaires, à la poursuite des efforts du pays pour l'atteinte des ODD, a mis en œuvre des actions guidées par la volonté d'inclure et de cibler davantage les couches les plus vulnérables de la population afin de ne laisser personne de côté, notamment : (i) le programme des filets sociaux adaptés et sensibles aux chocs sociaux pour aider les ménages pauvres et vulnérables à surmonter les difficultés liées à la pandémie, (ii) l'augmentation du nombre de postes occupés par les femmes dans les instances décisionnelles et (iii) l'adoption d'un dispositif inclusif et participatif qui implique tous les acteurs de la vie socioprofessionnelle du pays. Cependant, le contexte de crises a limité les retombées positives de ces actions de sorte que la proportion d'individus pauvres dans la population est estimée à 45,4% au niveau national en 2022 contre 44,6% en 2021, soit une variation de 1,7%.



Des progrès importants ont été signalés en ce qui concerne l'eau potable et l'assainissement, mais l'accès aux services sociaux de base, reste en général un défi surtout dans les domaines de l'éducation et de la santé. Il subsiste des inégalités de genre importantes illustrées entre autres par la sous-représentation des femmes dans les instances politiques de décision et les VSBG contre les femmes et les filles avec en tête les violences psychologiques ou émotionnelles. La couverture en protection sociale au Mali reste moins universelle pour tous, laissant de côté surtout les enfants, les pauvres et les chômeurs constitués en majorité des jeunes de moins de 25 ans. Ainsi, au niveau national, le taux de pauvreté s'est détérioré pour passer de 44,6 % en 2021 à 45,4% en 2022 de même que le taux de chômage de la population en âge de travailler (15 ans ou plus) est de 7,7 % en 2022 contre 7,5% en 2021. Les femmes sont plus touchées que les hommes par le phénomène (10,3 % contre 5,7 % respectivement). Cependant, le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans a connu une baisse entre 2021 et 2022, en passant de 13,5% en 2021 à 11,8% en 2022 soit 15,1% pour les femmes contre 8,8 % pour les hommes. Ceci traduit une amélioration d'intégration des jeunes à la vie économique.

La capacité de l'Etat à mobiliser les ressources domestiques nécessaires à son développement est compromise. Le taux de pression fiscale, qui était de 14,2 % du PIB en 2020 et 15,1% en 2021, a baissé pour se situer à 13,8% du PIB en 2022 en deçà de la norme communautaire fixée à 20,0% du PIB. Cette contre-performance de la mobilisation des ressources domestiques est une conséquence des sanctions économiques et financières imposées par la CEDEAO et l'UEMOA et la crise en Ukraine.

La situation humanitaire est dominée par des mouvements de populations à tendance croissante, l'exacerbation des besoins humanitaires, le sous financement, le rétrécissement de l'espace humanitaire dans un contexte où les populations aspirent à un accès adéquat aux services sociaux de base. Le nombre de PDI augmente sans cesse pour atteindre 422 620 personnes dont 54% de femmes et 46% d'hommes, consacrant ainsi une augmentation de 72 510 personnes par rapport à l'année précédente. Les enfants représentent plus de la moitié des personnes déplacées

(63%) âgés de 0 à 17 ans. Cette tendance croissante s'expliquerait par la persistance des violences dans les régions de Ménaka, Gao, Tombouctou, Ségou et Mopti. Pour répondre aux défis susmentionnés, l'équipe de pays des Nations Unies, suivant le cadre de coopération 2020-2024, s'est focalisée sur le développement et la mise en œuvre de programmes conjoints transfrontaliers et régionaux dans les zones rurales qui ont un fort potentiel de création d'emplois et d'activités génératrices de revenus pour les jeunes et les femmes pour aider à lutter contre la pauvreté, prévenir les conflits, l'extrémisme et la violence et renforcer son partenariat inter-agences et avec le Gouvernement, les collectivités territoriales, la société civile, le secteur privé et les PTFs.

Les Autorités maliennes continuent de renforcer leur coopération avec certains pays du Sahel pour assurer la complémentarité entre les initiatives de développement et de sécurité en lien avec les axes stratégiques de l'UNISS en vue d'une meilleure coordination de leurs actions à savoir : Promouvoir la coopération transfrontalière et régionale pour la stabilité et le développement; Prévenir et résoudre les conflits ; l'extrémisme violent et la criminalité ; et promouvoir l'accès à la justice et les droits de l'homme.

CHAPITRE 2

Appui du système des Nations Unies pour le développement aux priorités de développement nationales grâce au plan-cadre de coopération

2.1. Analyse des résultats du plan-cadre de coopération

Ce chapitre présente la contribution collective du système des Nations Unies (AFPs et MINUSMA) aux priorités et besoins nationaux du Mali avec l'implication des acteurs gouvernementaux, des organisations de la société civile, du secteur privé, et des autres partenaires au développement au niveau des trois axes stratégiques couverts par le Cadre de Coopération 2020- 2024.



AXE 1 :

Gouvernance efficace et redevable pour une société en paix, juste et inclusive

Globalement, au titre de l'année 2022, le SNU a contribué à l'amélioration des capacités des institutions, des cadres juridiques et des acteurs gouvernementaux, au renforcement de l'efficacité des systèmes de communication de la justice et à la consolidation de la réconciliation à l'échelle locale entre les communautés. Suivant les indicateurs d'effets renseignés, la

proportion de sièges occupés par les femmes dans les institutions a légèrement progressé, passant de 26% en 2021 à 26,7% en 2022. Les plus forts taux de nomination de femmes se font au niveau des services centraux. Sur l'indice Mo Ibrahim sur l'Etat de droit, il est noté du rapport 2022 un recul de 3,1 points, soit 43,5 en 2021 contre 46,6 en 2020.

Proportion de sièges occupés par les femmes dans les institutions (CNT) : **26,7%**



L'indice Mo Ibrahim sur l'Etat de Droit **43,5** en 2021 contre **46,6** en 2020



AXE 2 :

Croissance inclusive, résiliente, et durabilité environnementale

Le SNU a contribué au cours de l'année à l'amélioration des moyens d'existence des ménages vulnérables à travers la mise en place d'activités génératrices de revenus dans les domaines de la relance agricole, de la production alimentaire d'urgence, de la protection de l'environnement et de la production animale. La productivité agricole a été améliorée grâce à l'utilisation de paquets technologiques d'intensification agroécologique et d'adaptation au changement climatique, de bonnes pratiques de conservation et de stockage des produits, de gestion de l'eau et de l'irrigation.

Les principaux indicateurs d'effets renseignés montrent un léger accroissement du taux de pauvreté passant de 44,6% en 2021 à 45,4% en 2022. Le nombre de personnes en insécurité alimentaire a par contre baissé en 2022 de 30,3% (3 366 408 de personnes en 2022 contre 4 830 895 de personnes en 2021).

Dans le domaine de l'environnement, 37% de communes ont intégré la dimension environnementale et les changements climatiques dans leurs PDESC (plans de développement économique social et culturel) et la part des énergies renouvelables dans le bilan énergétique est resté constant à 13%.

Proportion de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté : **45,4%**



Le nombre de personnes en insécurité alimentaire a baissé de **30,3%** (3 366 408 de personnes en 2022 contre 4 830 895 de personnes en 2021).



37% de communes ont intégré la dimension environnementale et les changements climatiques dans leurs PDESC (plans de développement social et culturel)



Part des énergies renouvelables dans le bilan énergétique **13%**



AXE 3 :

Services sociaux de base et protection sociale inclusive

Le SNU en 2022 a contribué à l'amélioration de l'accès aux services de santé de qualité, au renforcement de l'offre et de la demande de soins maternels, néonataux, infantiles et en santé

de la reproduction, y compris en situation humanitaire. Grâce aux actions de sensibilisation, à l'utilisation de nouvelles technologies, beaucoup plus de filles et de garçons ont eu

accès à une éducation de qualité malgré un contexte marqué par la persistance de l'insécurité dans le centre et le nord du pays.

Dans le domaine de l'éducation, le taux brut de scolarisation au fondamental I a connu une légère amélioration de 79% en 2021 à 79,6% en 2022. Chez les garçons, ce taux est passé de 81% à 81,8%, tandis que chez les filles il est passé de 76% à 77,4%.



Taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes : 325‰



Prévalence du retard de croissance des enfants de moins de 5 ans : (garçons : 25,1% ; filles : 18%)



Taux de brut de scolarisation en 2021 : (garçons : 81% ; filles : 76%)

Taux brut de scolarisation en 2022 : (garçons : 82% ; filles 77%)

Mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight

La mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight en 2022 a permis :

• Dans le domaine de la sensibilisation et de la communication pour la transformation des normes sociales négative d’informer, de sensibiliser et de conseiller 334 051 personnes dont 144 213 filles, d’aider à une implication active des collectivités territoriales à travers le renforcement des capacités des élus locaux, communaux et des enseignants sur leurs rôles et responsabilités et sur les VBG sur le modèle de « One stop center », de renforcer la prévention dans 479 communautés villageoises dans les zones d’intervention de l’Initiative Spotlight qui ont enregistré des déclarations publiques et des engagements signés d’abandon des MGF et mariages d’enfants. Le Programme a également aidé de nombreuses communautés villageoises à mettre en place des mécanismes de veille pour suivre l’application des conventions locales d’abandon des MGF et mariages d’enfants.

• Dans le cadre de la prise en charge des personnes survivantes des violences basées sur le genre, Le Programme a opérationnalisé en 2022 une dizaine de One stop Center permettant d’offrir des services holistiques efficaces aux survivantes des cas de VBG. Environ 726 personnes survivantes de VBG ont été prises en charge au cours de l’année à travers le dispositif du programme Initiative Spotlight dont 241 cas de violence physique, 62 agressions sexuelles, 143 cas de viols, 18 cas de mariages forcés, 159 cas de violence émotionnelle, 18 cas de dénis de ressources et 85 cas d’excision.



Dans le domaine du renforcement des mouvements féminins, 06 alliances de défenseurs des droits des femmes sont mises en place pour mener des actions en faveur de la prévention des VBG, des pratiques néfastes, la promotion des droits à la SR et l’assistance d’urgence aux survivantes. Au moins, 40 organisations de la société civile dont les associations, de femmes, de jeunes, des organisations communautaires de base ont fait la sensibilisation sur les droits politiques, sociaux des femmes et sur les services de prise en charge des victimes et survivantes des VBG. Les 05 réseaux de plaidoyer composés de plus de 250 OSC installés en 2021 ont permis de protéger 60 femmes contre les violences conjugales ; 07 contre les mariages forcés et de nombreuses filles contre l’exploitation sexuelle.



2.2. Priorités, réalisations et produits du plan-cadre de coopération

AXE 1 :

Gouvernance efficace et redevable pour une société en paix, juste et inclusive

Effet 1.1 : D’ici 2024, les populations vivent dans un état de droit, un environnement de paix et de redevabilité grâce à des institutions publiques fortes, des médias et une société civile exerçant leurs rôles et responsabilités pour une gouvernance efficace et inclusive



Produit 1.1.1 :

Les acteurs étatiques et non étatiques en charge de la justice et de la chaîne pénale disposent de capacités renforcées pour fournir des services de qualité à la population et particulièrement les groupes spécifiques (enfants, victimes de VBG, etc.)

Les Nations Unies ont continué à appuyer le renforcement de la présence et de l’efficacité des acteurs de la justice à travers le démarrage de travaux de construction/ réhabilitation d’infrastructures de justice et le renforcement des capacités techniques contribuant à améliorer l’accès des populations à la justice. Ainsi :

Les capacités de la Cellule de Communication du MJDH ont été améliorées et son système de communication institutionnelle est devenu plus efficace ;

La présence et l’efficacité des acteurs de la justice dans le Centre et le Sud du Mali ont été renforcées à travers la construction de 3 nouveaux tribunaux d’instance ;

384 (dont 126 femmes) personnels judiciaires et pénitentiaires ont vu leurs capacités renforcées en gestion des greffes, management des juridictions, gestion des conflits fonciers, communication et sur l’utilisation du logiciel AGIDERM (Système informatisé de gestion de la détention)

L’appui technique apporté à la CVJR pour la tenue de la cinquième audience publique sur les « violences sexuelles et violation des droits de l’enfant dans les situations de conflit » a permis d’améliorer la capacité des organisations de jeunesse à mener des activités de sensibilisation et de plaidoyer de pair à pair pour d’autres institutions. La CVJR a également reçu l’appui pour la rédaction de son rapport final.

Les acteurs étatiques et non étatiques ont été appuyés dans la révision de l’avant-projet de loi sur l’esclavage en vue d’incorporer des dispositions pertinentes dans le projet de code pénal du Mali, dans l’élaboration du nouveau plan d’actions national pour l’élimination du travail des enfants et du plan d’action national de santé et de sécurité au travail au Mali.

PRODUIT 1.1.2 :

Les institutions et acteurs chargés du contrôle et de la veille sur le respect de l'Etat de droit (AN, CNDH, le Vérificateur Général, le Médiateur de la République, les médias, la société civile, les organisations d'employeurs et de travailleurs) disposent de capacités renforcées pour jouer efficacement leurs rôles.



Dans sa contribution à la consolidation de l'Etat de droit, les Nations Unies ont permis en 2022 aux principaux acteurs du contrôle et de la veille sur le respect de l'Etat de droit de jouer efficacement leur rôle en la matière à travers le renforcement des capacités des Ministères de la Refondation de l'Etat chargé des Relations avec les institutions de l'Etat, de la Justice et des Droits de l'Homme, de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation, du Conseil National de la Transition (CNT), de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), du Bureau du Vérificateur Général (BVG), du Médiateur de la République, des médias, des OSC partenaires de la CNDH et de la Division des Droits de l'Homme (MINUSMA), du Conseil Consultatif National des Enfants et Jeunes du Mali (CCNEJ), de l'Association des Enfants et Jeunes Travailleurs du Mali (AJET), de la Compagnie Dankun – (CIEDANKUN)). Cela a porté spécifiquement sur :

La dotation en matériel de travail des antennes régionales de la commission nationale des droits de l'homme en vue du renforcement de leurs capacités de travail;

Le renforcement des capacités de 70 OSC relais de la CNDH sur le monitoring des violations des droits de l'homme.

Un fonds d'assistance juridique et judiciaire a été mis en place pour l'assistance de 327 victimes grâce à un partenariat avec le Barreau.

L'appui technique à 52 membres des organisations de la société civile et de défense des droits humains dont 25 femmes pour renforcer leurs capacités à enquêter et à documenter de manière crédible et professionnelle les violences sexuelles avec une approche centrée sur les victimes, y compris l'importance du consentement éclairé, la protection de la vie privée et la sécurité physique et émotionnelle des survivantes.

L'appui à la tenue de la première conférence sociale du Mali avec le Gouvernement et les partenaires sociaux (centrales syndicales des travailleurs et organisation d'employeurs) et à l'élaboration d'un pacte social pour la consolidation du dialogue social.

PRODUIT 1.1.3 :

Les structures de lutte contre la corruption sont renforcées et dotées de mécanismes de suivi efficaces

Le SNU a contribué au cours de l'année à la mise en place de la stratégie nationale de lutte contre la corruption visant à optimiser les interventions du pays en matière de lutte contre la corruption.



PRODUIT 1.1.4 :

Les femmes et les jeunes, les personnes handicapées participent plus activement et de façon équitable à la gestion de la vie publique (processus électoraux, fora et débats publics, dialogue national)



Dans le cadre de l'amélioration de la participation inclusive des citoyens à la gestion de la vie publique (processus électoraux, fora et débats publics, dialogue national), le SNU a appuyé 40 organisations féminines, 20 journalistes et blogueurs, le consortium de femmes leaders (30 OSC) et le réseau des jeunes des partis politiques (50 Partis politiques) y compris les femmes, les jeunes et les personnes handicapées pour conduire des campagnes d'information et de sensibilisation sur la participation aux différentes élections.

PRODUIT 1.1.5 :

Les institutions et structures étatiques, les partis politiques, la société civile, les médias disposent de capacités renforcées pour assurer des processus démocratiques transparents, égalitaires, crédibles et inclusifs (réformes institutionnelles, élections, décentralisation, planification et budgétisation sensibles au genre)



Le MATD, l'AIGE et le CNT ont été renforcés par le SNU pour assurer des processus démocratiques transparents, égalitaires, crédibles et inclusifs, notamment les réformes institutionnelles et les élections. Ceci a permis au Ministère en charge des élections (MATD) de finaliser le processus d'opérationnalisation des nouvelles régions et de délimitation des circonscriptions électorales dans un élan participatif et inclusif. Une assistance technique a aussi été fournie au gouvernement pour s'assurer de l'intégration du genre dans le processus d'élaboration de l'avant-projet de Constitution et les autres documents de réforme.

PRODUIT 1.1.6 :

Les institutions publiques et la société civile au niveau national, régional et local disposent de données statistiques et analyses fiables et désagrégées pour planifier, budgétiser, suivre et évaluer les politiques publiques, programmes et plans axés sur les ODD.



Les Nations unies ont contribué en 2022 à l'amélioration de la disponibilité des données à travers l'appui à des structures nationales cibles.

Le 5e Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH5) du Mali a été réalisé. Les capacités de l'INS-TAT ont été renforcées en capacité à travers la mise à disposition d'un expert démographe international. L'Observatoire du Dividende démographique a été appuyé pour produire des données sur la capture du dividende démographique au Mali. Une base de données sur les indicateurs VBG a été mise en place en partenariat avec le ministère

de la Femme, de l'enfant et de la famille. Des Plaidoyers, dialogues politiques et mobilisation de ressources réalisés en faveur de la production et l'analyse des données statistiques fiables. 7 institutions publiques et la société civile au niveau national, régional et local disposent de données statistiques et analyses fiables et désagrégées pour planifier, budgétiser, suivre et évaluer les politiques publiques, programmes et plans axés sur les ODD ;

Les indicateurs de malnutrition des enfants de moins de 5 ans ont été mis à jour avec la SMART 2022 et une enquête qualitative sur les facteurs sous-jacents et immédiats de la malnutrition est en cours, afin de fournir des preuves supplémentaires qui informeront les programmes de nutrition ; La mise à jour de la base de données socio-économiques du Mali, Malikunafoni avec des données récentes liées au CREDD et aux ODD a facilité son accessibilité via la plate-

forme Data For All ; L'appui technique et financier apporté au système d'information sanitaire au niveau district (DHIS2) pour sa mise à jour régulière en 2022 a permis l'élaboration de l'annuaire statistique du secteur de la santé et la disponibilité des annuaires statistiques 2021 des régions de Sikasso, Kayes, Koulikoro, Gao et Mopti. 250 acteurs Nationaux renforcés pour la production de statistiques/données sur les VBG.



Effet 1.2 : D'ici 2024, les populations sont résilientes face aux conflits, vivent réconciliées et en harmonie dans un environnement de paix, sécurisé et respectueux des Droits de l'Homme et des traditions culturelles positives

PRODUIT 1.2.1 :

Les capacités nationales (structures étatiques et les autres parties signataires, les mécanismes de paix, les partis politiques, la société civile y compris les femmes et les jeunes, les médias) et les mécanismes de justice transitionnelle sont renforcés pour la mise en œuvre et le suivi de l'Accord pour la paix et la stratégie nationale sur la réconciliation.

Les Nations unies ont contribué, au cours de l'année, aux efforts de réconciliation nationale, de paix et de cohésion sociale en appuyant le renforcement des capacités du dispositif de suivi de l'accord de paix, de la réconciliation et les mécanismes de justice transitionnelle

- Le Conseil National de Transition (CNT), organe législatif, a bénéficié de plusieurs formations organisées, avec près de 193 personnes dont 62 femmes formés sur leurs rôles et responsabilités en matière législative, de contrôle des institutions et leur sensibilité au genre ;
- L'appui à l'organisation du premier grand trail de la jeunesse qui a vu la participation de 1508 jeunes dont 195

filles et au plaidoyer des organisations des jeunes pour renforcer leur représentativité dans les instances de prise de décision ;

- 35 organisations de victimes et de la société civile féminines des régions de Ségou, Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal, Sikasso et du district de Bamako ont été sensibilisés sur la justice transitionnelle et les droits des femmes et ont mis en place la Plateforme des organisations



de la société civile pour le suivi des recommandations de la CVJR.

- L'appui à la Commission CVJR, a permis de garantir que les normes en matière de droits de l'homme et de protection des victimes soient prises en compte dans la loi fixant les règles générales de réparation pour les préjudices causés par les graves violations des droits de l'homme du 15 novembre 2022.

PRODUIT 1.2.2 :

Les acteurs locaux disposent des capacités nécessaires, entre autres à travers la promotion d'outils traditionnels et des valeurs culturelles positives, pour la prévention et la gestion des conflits communautaires, notamment ceux liés aux ressources naturelles et à l'extrémisme violent



Le SNU a aidé au développement et à l'adoption de la stratégie nationale de réconciliation et de cohésion sociale par le Ministère chargé de la Réconciliation (MRN) permettant d'améliorer la gestion des conflits et la prévention de l'extrémisme violent. Aussi, pour contribuer à une gestion apaisée et durable du foncier rural, plus de 143 commissions foncières (COFO) au niveau communal et 323 COFO villageoises chargées de gérer les conflits fonciers ont été redynamisées dans le Centre et le Nord du Mali.

Les capacités techniques de 3954 membres de ces Cofos ont été renforcées et exercent désormais leurs rôles et responsabilités conformément aux dispositions des textes réglementaires qui régissent le mandat des Cofos. Ils ont également été dotés d'outils spécifiques de transaction et de gestion du foncier agricole au Mali. Plus de 928 329 personnes ont été sensibilisées sur les mécanismes formels et informels de gestion des conflits et maîtrisent désormais mieux la gestion des conflits. En ce qui concerne la prévention de l'extrémisme violent, le nouveau plan d'action 2021-2025 de la Politique Nationale de Prévention et Lutte contre l'Extrémisme Violent et le Terrorisme développé avec l'appui du SNU a été adopté en octobre 2022 et sert désormais de cadre de référence pour les interventions nationales. Les capacités techniques de 120 acteurs religieux (dont 29 femmes) ont été renforcées sur l'utilisation du guide des prêches en vue d'encadrer cette activité. Plus de 885,080 personnes ont été sensibilisées à l'extrémisme violent et la promotion de la culture de la paix, y compris via les réseaux sociaux. Le renforcement avec l'appui du SNU de 7 mécanismes communautaires et transfrontaliers (comités de paix) de prévention et de gestion des conflits liés aux ressources naturelles a permis de prévenir cinq conflits, dont un qui se produit presque chaque année entre éleveurs et agriculteurs dans la région de Ouagadougou, et quatre autres entre les communautés Peuhl et Daoussak à Ménaka qui ont été résolus grâce à l'implication de jeunes et de femmes soutenus par des entités UN. 127 points focaux communautaires et leaders

communautaires formés ont servi de relais communautaires en appui aux activités mises en œuvre dans les localités du Nord (Diré, Kidal, Tessalit, Menaka, Bourem, Gao, Ansongo, Tombouctou, Niafunké et Goundam) et du Centre (Mopti, Bandiagara, Bankass, Koro, Djenne, Douentza, Youwarou, Tenenkou, Macina et Niono). Certains des 90 points focaux, dont 32 femmes, présents dans les régions du centre, ont servi de relais pour l'appui à la mise en place de cinq comités de gestion des conflits dans cinq localités en plus des cinq autres comités mis en place durant l'année 2021 (Youwarou, Cercle de Youwarou, Kendé, cercle de Bankass; Yantela, cercle de Djenné; Tambaco, cercle de Douentza; Kologodoukoro, cercle de Niono) Diondiori, Cercle de Mopti; Songho, Cercle de Bandiagara; Birga, Cercle de Koro; Touara, Cercle de Macina; Koubi, Cercle de Tenenkou) ont soutenu la mise en œuvre d'activités de gestion des conflits. L'objectif primaire de ces comités, composé d'un total de 109 membres de communautés, dont 20 femmes, consiste en la prévention des conflits, la réduction de la violence communautaire, le renforcement de la cohésion sociale et la cohabitation en paix des différentes communautés, en lien avec les activités de lutte antiminimes.

Suite à la définition de plans d'action comme base pour le développement et la mise en œuvre de 10 microprojets, cinq de ces microprojets ont commencé à être mis en place dans les communes de Youwarou, Bankass, Djenné, Douentza et Niono, contribuant davantage au renforcement de la cohésion sociale, la stabilité et la résilience économique en lien avec les activités de lutte antiminimes. Parmi ces cinq microprojets, deux sont complétés et remis aux communautés de Yentela et Taga à Djenné et Bankass.

62 jeunes à risque issus de régions touchées dans les régions du Centre et de Tombouctou par des conflits ont reçu une formation professionnelle et une éducation aux droits de l'homme afin de lutter contre la propagation de l'extrémisme violent.

PRODUIT 1.2.3 :

Les acteurs locaux et nationaux incluant les femmes et les jeunes disposent de capacités pour renforcer la cohésion sociale, la médiation, la réconciliation, le dialogue social et pour faciliter l'insertion/réinsertion des personnes retournées, réfugiées et déplacés internes



- L'appui des Nations Unies en vue du renforcement de la cohésion sociale, de la médiation, de la réconciliation, du dialogue social dans le but de faciliter l'insertion/réinsertion des personnes retournées, réfugiées et déplacés internes, a permis :
- De rendre opérationnels et inclusifs les mécanismes de dialogue inter et intra-communautaires dans les 13 cercles de la région de Gao, de Mopti et de Ménaka ;
- De mettre en place 47 initiatives communautaires de la paix et 19 comités communaux de réconciliation ;
- D'améliorer la participation des adolescent(e)s et des jeunes dans les actions de consolidation de la cohésion sociale à travers plus de

- 1 200 visites à domicile, touchant environ 20 000 personnes pour sensibiliser à la cohésion sociale.
- Ces mécanismes ont fortement contribué à la pacification progressive des rapports entre les communautés à travers des mesures d'analyse et d'alerte précoces sur les conflits susceptibles d'affecter le climat de paix communautaire tout en mettant en évidence le rôle et la contribution des femmes et des jeunes dans processus de prévention et de gestion de conflits.
- Grâce au renforcement du système national de préparation et de réponse aux urgences :
- Huit (8) communes de la région de Mopti ont intégré la préparation et la réponse aux urgences dans leurs

- plans de développement locaux dans le souci de rendre les systèmes locaux et les communautés plus résilients aux chocs ;
- Les comités de gestion des crises et des catastrophes sont fonctionnels dans tout le pays.
- 123 groupements d'adolescentes ont été accompagnés dans des filières porteuses, avec une facilitation d'accès au financement via un système d'épargne.
- 250 jeunes dotés en permis de conduire à travers l'Opération « Permis de conduire » afin d'améliorer leur employabilité et réduire les risques d'enrôlement dans les groupes armés.

PRODUIT 1.2.4 :

Les mécanismes de prévention des violations et abus des Droits de l'Homme (y compris les VBG, les droits des femmes, de l'enfant, des défenseurs des droits de l'Homme, des travailleurs et des professionnels des médias) et de protection sont établis et renforcés au niveau national et local



Les appuis des Nations Unies en vue d'établir et de renforcer les mécanismes de prévention, des violations et abus des Droits de l'Homme (y compris les VBG, les droits des femmes, de l'enfant, des défenseurs des droits de l'Homme, des travailleurs et des professionnels des médias) au niveau national et local, ont permis :

- L'élaboration et la publication de 10 rapports sur la situation des droits de l'homme par la CNDH, les organisations professionnelles, et la société civile. Le rapport annuel de la CNDH inclue les violations des droits concernant les femmes ;

- Le renforcement des capacités de 52 membres de la société civile et des organisations de défense des droits de l'homme (dont 25 femmes) à Ségou et Mopti pour enquêter et documenter les violences sexuelles de manière crédible et professionnelle.

- L'initiation de 4 mesures au sein des FDSM visant à respecter les Droits de l'Homme y compris la Politique de Diligence Voulue en matière de Droits de l'Homme. En effet, des activités de renforcement des capacités, l'appui à l'élaboration du code de justice militaire, le projet de renforcement de la coopération entre la DDHP (Division des Droits de l'Homme et de la Protection) et les FDSM, ainsi que 168 évaluations de risques pour la mise en œuvre de la politique de diligence voulue ont été initiées ;

- Les conclusions de l'étude sur l'Analyse de genre du système de santé communautaire ont permis de réformer et de mieux adapter la santé communautaire aux interventions intégrées en matière de genre et

multisectorielles ;

- Les résultats de l'étude sur les normes sociales et de genre et leur relation avec les pratiques néfastes ont permis d'adapter les outils de changement de comportement des partenaires à une programmation tenant compte du genre (y compris les masculinités positives).

- L'appui à la CNDH pour la mise en place d'une base de données sur les violations des droits de l'homme documentées sur toute l'étendue du territoire national ainsi que le soutien et le renforcement des cadres de concertation des organisations des droits de l'homme au niveau des régions sur le monitoring et le reporting des violations et abus des droits de l'homme ;

- L'initiation de 4 mesures au sein des FDSM visant à respecter les Droits de l'Homme y compris la Politique de Diligence Voulue en matière de Droits de l'Homme. En effet, des activités de renforcement des capacités, l'appui à l'élaboration du code de justice militaire, le projet de renforcement de la coopération entre le SNU et les FDSM, ainsi que 168 évaluations de risques pour la mise en œuvre de la politique de diligence voulue ont été initiées.

PRODUIT 1.2.5 :

Les acteurs nationaux, les organisations de la société civile et les groupes de survivants sont pleinement outillés pour prendre part de manière active et informée aux processus de justice transitionnelle et de réconciliation avec une attention particulière sur les VBG y compris les violences sexuelles liées aux conflits



Les Nations Unies ont contribué au renforcement des capacités de 15 commissaires et agents de la CVJR (dont 6 femmes) sur la thématique « Violences sexuelles et enfants victimes des conflits » en vue de la tenue de la 5ème audience publique. De surcroît, le SNU a offert un appui technique et logistique notamment le transport des victimes lors des audiences publiques et la retransmission des audiences sur deux grandes chaînes télévisées. Cet appui a permis aux victimes d'être entendues par un public plus large et à la CVJR une sensibilisation sur son travail. Les audiences ont contribué à établir la vérité, à rappeler le besoin de justice, de réconciliation et de cohésion nationale.



PRODUIT 1.2.6 :

Le patrimoine culturel dans son ensemble est protégé, valorisé et approprié par les acteurs nationaux et locaux pour la promotion de la diversité des expressions culturelles et la cohésion sociale



Dans le cadre de la promotion de la diversité des expressions culturelles et de la cohésion sociale, les Nations Unies ont mené des activités de protection de de valorisation du patrimoine culturel et de renforcement des capacités des acteurs culturels à travers la reconstruction des biens culturels et des sensibilisations.

Ainsi :

16 biens culturels (le monument El Farouk à Tombouctou, 15 greniers à Sobane - Da (Bandiagara) ont été reconstruits pour rétablir la cohésion sociale ;

3 manuscrits anciens du Mali ont été protégés, traduits et vulgarisés auprès des communautés sur les Droits de l'Homme, l'Education Civique et la Culture de la Paix ;

Les capacités de 417 acteurs culturels ont été renforcées pour faire la promotion du patrimoine immatériel comme outils de diversité culturelle et de cohésion sociale.



PRODUIT 1.2.7 :

Le Gouvernement, les institutions publiques centrales, locales et les structures de coordination sous-régionales ont les capacités techniques et opérationnelles renforcées pour améliorer la sécurité des populations sur tout le territoire y compris les zones transfrontalières



Afin de contribuer au renforcement des capacités techniques et opérationnelles des institutions publiques centrales, locales et les structures de coordination sous-régionales :

120 éléments des Forces de Défenses et de Sécurité du Mali ont vu leurs compétences techniques renforcées pour réduire la menace explosive

22 mécanismes de coopération en matière de sécurité communautaire et de sécurité transfrontalière ont été mis en place et rendus fonctionnels

- Des formations en mitigation de la menace d'engins explosifs improvisés, en fouille et détection (« Search & Detect »), ainsi qu'en neutralisation d'engins explosifs, y compris la formation de formateurs, la formation de maintenance d'équipement spécialisé et l'encadrement des officiers supérieurs maliens. Ainsi, 162 personnels des FDSM, dont trois femmes, ont acquis les compétences opérationnelles et techniques pour réduire la menace explosive et améliorer la sécurité des populations durant l'année.

- Par ailleurs, une assistance technique a été fournie en gestion du risque explosif et des armes et des munitions à la Commission nationale pour la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit ca-

libre, et 10 personnels de la Commission ont bénéficié d'une formation en gestion des armes et munitions.

- Un conseil technique à l'opérationnalisation du Centre de Formation Déminage et Dépollution à Bamako a été apporté à travers l'accompagnement à la formation de personnel FDSM par des formateurs maliens, ainsi qu'au Centre de Coordination et des Opérations et à la Direction du Génie Militaire (DGM), contribuant notamment au renforcement des capacités de formation et de planification du Centre de Formation Déminage et Dépollution, ainsi qu'un soutien logistique en termes de gestion des équipements et du stockage visant à la mise en œuvre du décret de juin 2022 fixant la structure organisationnelle et les responsabilités de la DGM.

AXE 2 : Croissance inclusive, résiliente, et durabilité environnementale

Effet 2.1 : D'ici 2024, les populations maliennes, particulièrement les plus vulnérables, participent à l'économie et bénéficient des fruits d'une croissance forte, inclusive, résiliente et créatrice d'emplois décents

PRODUIT 2.1.1 :

Les populations vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes ont acquis des compétences et capacités pour protéger et renforcer leurs moyens d'existence



Le système des Nations Unies a contribué à améliorer les moyens d'existence des ménages vulnérables à travers la mise en place d'activités génératrices de revenus dans les domaines de la relance agricole, la production alimentaire d'urgence, la protection de l'environnement, la production animale en vue du renforcement des capacités de résilience aux chocs et catastrophes.

■ 390 368 personnes vulnérables dont 198167 femmes des régions de Kayes, Ségou, Mopti, Gao,

Tombouctou, Sikasso et Ménaka ont acquis des compétences et capacités techniques, matérielles et financières (distribution d'intrants agricoles, formations techniques) pour générer des revenus.

■ La mise en place des activités de cash transfert a permis à 570 763 personnes dont 187 867 femmes d'augmenter leurs revenus et a 90 personnes (dont 71 femmes et 19 hommes) victimes de l'esclavage d'être identifiées, affranchies et insérées dans la vie

socio-économique pour mener des activités génératrices de revenus à travers des subventions.

■ Mise en œuvre du mécanisme de financement IDEA et transfert de fonds aux membres à 20 groupements de femmes en vue de leur permettre de procéder à des investissements ou d'achat d'intrants complémentaires nécessaires au développement de leurs AGRs de façon durable.

PRODUIT 2.1.2 :

Les institutions nationales, le secteur privé et les communautés, particulièrement les femmes et les jeunes, sont dotés des capacités, compétences et connaissances techniques et technologiques nécessaires sur des bases factuelles pour le développement des Chaines de valeur agro-sylvo-pastorales, y compris sensibles à la nutrition.





Les Nations Unies ont soutenu l'organisation de sessions de formations, la mise en place de microentreprises et d'investissements verts qui ont permis à :

- 128 137 acteurs dont 69 084 femmes des régions de Kayes, Ségou, Mopti, Gao, Tombouctou, Sikasso et Ménaka d'améliorer leur productivité grâce aux appuis sur les techniques de productions maraichères, piscicoles (cages flottantes et étangs) et de céréales, les paquets de technologies d'intensification agroécologique et d'adaptation au changement climatique, les bonnes pratiques de conservation et de stockage des produits, la gestion de l'eau et de l'irrigation ;
- 7 066 agriculteurs dont 3 625 femmes d'acquérir des compétences dans l'utilisation efficace des technologies agricoles à petite échelle, ce qui leur permis d'améliorer leurs productions agricoles.
- Deux structures nationales, l'Institut National de la Santé Publique, la Direction Nationale de l'Agriculture(DNA) et l'interprofession Filière Mangue ont été dotées de compétences visant à améliorer la sécurité sanitaire des aliments et faciliter le commerce.

PRODUIT 2.1.3 :

L'environnement des affaires est amélioré, les capacités d'organisation et d'innovation des structures publiques et de compétitivité du secteur privé sont renforcées, et l'accès au financement est amélioré pour les PME, surtout celles des femmes et jeunes.



288 institutions publiques et privées ont été appuyées pour soutenir les réformes de l'environnement des affaires. 280 entreprises dont 265 détenues par des femmes évoluent désormais dans l'économie formelle à la suite de leur structuration et formalisation par le Women Business Center. Renforcement des capacités de cinq (05) structures nationales (laboratoires) et du secteur privé pour appuyer l'opérationnalisation du système national de certification.

147 entreprises détenues par des femmes et 30 coopératives de femmes dans la chaîne de valeur du karité ont amélioré leurs capacités dans la commercialisation de leurs produits et la promotion en ligne de leurs entreprises. 260 entreprises appartenant à des femmes ont renforcé leurs capacités organisationnelles, leur permettant ainsi de développer davantage leurs entreprises et d'accéder à des opportunités économiques potentielles.

PRODUIT 2.1.4 :

Les capacités de résilience des institutions et communautés aux chocs et crises économiques et liés aux conflits sont renforcées

Les Nations Unies ont appuyé techniquement et financièrement l'Observatoire du marché agricole (OMA) dans la collecte et diffusion des prix des denrées agroalimentaires.



88 communes disposent de mécanismes de planification participatifs et de gestion des conflits liés aux ressources naturelles.

20 communes d'intervention du paquet intégré de résilience ont acquis des compétences dans la mise en place et la redynamisation des comités.

PRODUIT 2.1.5 :

Les autorités et acteurs nationaux disposent de capacités renforcées dans le domaine de la conception, la mise en œuvre et du suivi et évaluation de mesures sensibles au genre, à l'équité, aux crises et chocs dans les politiques et stratégies économiques.



A travers les appuis des Nations Unies, au moins 15 structures de l'Etat (CSA, SAP, OMA, DNSV, DNPIA, DNA, DNP, INSP, OPV, APCAM, DGSHP, DNEF, DNDS, INSTAT, Météo, etc.) ont renforcé leurs compétences dans le suivi et l'analyse de la situation sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le suivi des mercuriales relatives aux denrées agroalimentaires.



Effet 2.2 :
D'ici 2024, les communautés gèrent de façon durable et équitable les ressources naturelles et l'environnement et sont plus résilientes aux effets néfastes des changements climatiques

PRODUIT 2.2.1 :

Les institutions nationales et locales, les acteurs nationaux, locaux et les communautés exposées aux chocs et crises disposent de capacités de résilience accrue face aux effets négatifs du changement climatique et des catastrophes naturelles



Les Nations Unies ont soutenu au cours de l'année des stratégies nationales d'adaptation et de renforcement de la résilience des moyens d'existence des ménages vulnérables au changement climatique. La mise en œuvre de 61 projets a contribué à rendre plus résilientes les communautés face aux effets négatifs du changement climatique. Ainsi, 569 277 producteurs agricoles des régions de Gao, Tombouctou, Kayes, Ségou,

Sikasso et Koulikoro utilisent des techniques innovantes et résilientes de maîtrise et de gestion d'eau et/ou des techniques de gestion durable des terres : champs écoles agro-sylvo-pastoraux, cantines scolaires, paquets de nutrition, développement ou réhabilitation d'actifs productifs, installations sanitaires, intensification et diversification d'activités de subsistance et l'amélioration de l'accès aux marchés.

PRODUIT 2.2.2 :

Les institutions et les communautés locales disposent de capacités pour assurer la gestion durable et favoriser l'accès équitable aux ressources naturelles, et la biodiversité dans une dynamique de prévention et de gestion des conflits



En 2022, les Nations Unies ont soutenu les communautés dans le cadre de l'accès aux ressources naturelles permettant de mieux prévenir et gérer les situations de conflits liés aux ressources naturelles. Ainsi :

455 827 acteurs locaux ont contribué à une gestion pacifique des ressources naturelles à travers des formations, la mise en place de comité de gestion foncière, l'aménagement de pistes pastoraux, l'élaboration et adoption de cadre de gestion transfrontalier et de 3 plans d'action triennaux sur la migration, le changement climatique et le genre ;

La mise en place de 14 conventions locales/communales et intercommunalités a permis de mieux prévenir et gérer les conflits.

PRODUIT 2.2.3 :

Les capacités des acteurs et institutions nationaux et locaux sont renforcées pour l'adoption de nouveaux modes de production et consommation durables et du cadre de vie des populations



Les Nations Unies ont renforcé les capacités des coopératives de femmes, des agricultrices et des entrepreneures.

617 entreprises et organisations ont renforcé leur résilience face aux effets des changements climatiques grâce à des compétences acquises sur la conservation des Eaux et Sols (CES) et Défense, la restauration des sols

(DRS), l'embouche, la pisciculture, la culture fourragère et les techniques de fixation des dunes.

195 agents d'agriculture dont 30 femmes ont été dotés de capacités techniques et financières, permettant aux communautés de diversifier leur mode de production et de mettre en place des plans d'affaire.

PRODUIT 2.2.4 :

Les institutions, et les Collectivités, les PME dirigées notamment par les femmes et les jeunes, disposent de capacités pour une mise à disposition et utilisation accrue des énergies nouvelles et renouvelables à moindre coût



Le SNU a soutenu en 2022 des initiatives communautaires visant à promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables et à améliorer le cadre de vie des populations.

■ 27 Institutions, collectivités, Micro et PME ont contribué à l'adoption de techniques et technologies d'énergies propres permettant aux femmes et aux jeunes d'alléger la charge de travail et de développer des AGR ;

■ 125 villages ont bénéficié d'installations d'énergie propre, 8 mini réseaux hybrides d'électrification, ceci a contribué à connecter 420 ménages et des plateformes multifonctionnelles exclusivement exploitées par 8000 femmes.



PRODUIT 2.2.5 :

Les institutions et les acteurs nationaux et locaux disposent de capacités renforcées de préparation et gestion de l'urgence



Les Nations Unies ont appuyé la mise à jour de 9 plans opérationnels de préparation et de réponse aux urgences dont 1 plan national et des plans pour toutes les régions en collaboration avec la direction nationale de développement social (DNDS). Ces plans ont permis de renforcer le mécanisme de préparation face aux situations humanitaires (inondations, conflits armés et épidémies) et ont servi de base pour le pré

positionnement des stocks de contingence dans les régions. Aussi, 202 acteurs nationaux sont capables de mener des analyses de vulnérabilité et de lutter contre les attaques des criquets pèlerins et chenilles légionnaires dans les régions de Ségou et Koulikoro et 215 comités de veille sont fonctionnels après leur mise en place et leur redynamisation.



PRINCIPAUX DÉFIS :

Pérennisation des acquis des interventions

Enclavement des villages ciblés

La mobilisation de ressources et le contexte sécuritaire du pays ont impacté la mise en œuvre de certaines activités programmées



AXE 3:

SERVICES SOCIAUX DE BASE ACCESSIBLES, DE QUALITE, ET PROTECTION SOCIALE INCLUSIVE

Effet 3.1 :

D'ici 2024, les populations vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les adolescents et les jeunes, ont un accès plus équitable aux services sociaux de base de qualité, en fonction de leurs besoins spécifiques par âge et par sexe, y compris en situation humanitaire



PRODUIT 3.1.1 (SANTÉ ET VIH/SIDA):

Les institutions et les communautés ont davantage de capacités pour planifier et mettre en œuvre de manière efficace l'offre, la demande et la qualité de services de Santé (y compris la planification familiale et le VIH/Sida équitables), y inclus en situation humanitaire.



Les Nations-Unies ont contribué en 2022 à l'amélioration de l'accès aux services de santé de qualité, à tous les niveaux de la pyramide sanitaire. L'offre et la demande de soins maternels, néonataux, infantiles et en santé de la reproduction ont été renforcées, y compris en situation humanitaire. La lutte contre la COVID-19 s'est poursuivie et a permis de vacciner plus de 10% de la population cible. Le pays a été doté d'un Cadre Stratégique National (CSN) VIH/Sida 2022-2026 décliné par région, premier en son genre, afin d'adapter la réponse au VIH au contexte hétérogène/Humanitaire du pays et les sites de dépistage et de prise en charge du VIH soutenus.

- 86 % de CSCOM ont les capacités renforcées en Soins Obstétricaux Néonataux d'Urgence de Base, à travers la dotation de 1400 maternités (y compris 77 maternités dans les zones fragilisées par le conflit) en équipements, le déploiement de 200 sage-femmes dans les communautés non couvertes par l'Etat, l'accompagnement du mécanisme SDMPR et la formation de 946 prestataires de services de maternité.
- L'immunisation des enfants de moins de 1 an a été soutenue grâce au renforcement de la chaîne de froid et à la mobilisation communautaire autour des activités de vaccination, permettant de vacciner 689 405 enfants de 0 à 11 mois (94%) avec 3 doses de pentavalent. En réponse à l'épidémie de rougeole, environ 387 000 enfants âgés de 6 mois à 15 ans ont été vaccinés contre la rougeole.
- Grâce au soutien aux services de santé maternelle, néonatale, infantile, des adolescentes et des jeunes, y compris dans le cadre de la santé de la reproduction, 783 537 femmes enceintes ont bénéficié de soins prénatals de qualité ; 606 488 naissances vivantes ont eu lieu dans les établissements de santé ; 312 femmes porteuses de fistule ont été prises en charge dans les hôpitaux ; 1 078 655 cas non compliqués de maladies infantiles ont été traitées (dont 550 113 cas de paludisme, 355 958 cas de pneumonie et 172 584 cas de diarrhée).
- Dans le cadre de la promotion de la planification familiale, 300 000 nouvelles utilisatrices de produits contraceptifs ont été enregistrées et orientées.
- 19,2% de la population cible étaient complètement vaccinés contre la COVID-19. Environ 230 personnels de santé ont les capacités accrues en détection, référencement et gestion appropriée des cas de COVID-19, y compris parmi les enfants et les femmes enceintes et allaitantes.
- 90 % (203/226) de sites de prise en charge du VIH/Sida ont bénéficié de l'appui du SNU, ainsi que 73 % (884/1211) de sites PTME, à travers l'entretien des équipements, des réactifs et la formation du personnel.
- 57% des 928 343 vues en consultation prénatale ont été dépistées pour le VIH avec 0,34% de séropositivité toutes mises sous ARV.
- Le dépistage différencié du VIH à partir des portes d'entrée PTME, PEV, malnutrition, IST et Tuberculose a permis de dépister 24 629 personnes avec 593 cas positifs dont 95% mis sous traitement ARV.
- L'initiative nationale « Nouvelle génération sans VIH et sans SIDA » pour mettre fin aux nouvelles infections à VIH chez les enfants a été lancée par le Ministre de la Santé suivi de la signature des engagements des leaders (pour soutenir les actions).
- 1400 réfugiés et 1988 déplacés internes ont amélioré leurs connaissances à travers la mobilisation communautaire sur la prévention et les services de prise en charge du VIH et la COVID - 19.
- Lancement de l'Initiative conjointe « Mopti Région Résiliente sans Sida, je m'engage



- » pour renforcer l'accès aux services VIH et pour endiguer l'impact de l'insécurité, de la crise humanitaire ainsi que les disparités régionales sur les services liés au VIH dans les zones touchées par l'insécurité.
- Production d'un film long-métrage intitulé «SIRA» sur le VIH/Sida et les inégalités sociales, comme nouvelle approche de sensibilisation sur le VIH, adressant la PTME, le dépistage du VIH, le traitement et la stigmatisation. Ce film a été sélectionné pour le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) 2023 après 08 ans qu'un film long-métrage malien n'avait pas été sélectionné
- Réalisation de la cartographie des maternités SONU et leur mise en réseau ;
- 07 nouvelles maternités mises en place en zones humanitaires pour couvrir les besoins de population affectée par la crise
- 335 communautés villageoises ont organisé des déclarations publiques d'abandon des MGF et de mariage d'enfants entre janvier et décembre 2022 ;
- 47510 Jeunes et adolescents ont bénéficié d'offres de services de santé de la reproduction adaptée à leurs besoins, à travers le pays.

PRODUIT 3.1.2 (NUTRITION) :

Les institutions et les communautés ont davantage de capacités pour planifier, mettre en œuvre et utiliser de manière efficace les services de Nutrition de qualité, y compris en situation humanitaire.



Les Nations-Unies ont continué à renforcer les institutions, les centres de santé et les communautés en vue d'améliorer l'état nutritionnel des enfants et des femmes enceintes au Mali, à travers le renforcement des capacités des agents de santé et des plateformes communautaires, la stimulation de la demande de services de prévention et de traitement de la malnutrition, l'amélioration des connaissances et des pratiques sur la nutrition au sein des communautés.

- 107 357 femmes allaitantes et enceintes et 167 754 enfants de moins de 2 ans ont eu accès à un paquet d'interventions de nutrition préventive, à travers la distribution de produits nutritionnels et la sensibilisation sur les pratiques essentielles de la nutrition.
- 6 861 314 enfants de 6 à 59 mois ont reçu une dose de supplémentation en vitamine A lors du premier passage de la Semaine d'Intensification des Activités

de Nutrition (SIAN), tandis que 5 874 443 enfants âgés de 12 à 59 mois ont été déparasités.

- 146 481 enfants (95 % d'enfants ciblés) souffrant de malnutrition aigue sévère (MAS), et 201 152 (62% d'enfants ciblés) souffrant de malnutrition aigue globale (MAG) ont été traités, grâce à la mise à disposition d'intrants thérapeutiques dans l'ensemble des CScOm, et à l'intégration efficace des interventions de santé, WASH et nutrition dans les districts prioritaires.

PRODUIT 3.1.3 (EDUCATION) :

Les institutions et les communautés disposent de capacités renforcées pour planifier et mettre en œuvre de manière efficace la demande et l'offre de services d'éducation de base et de formation professionnelle de qualité et équitables, et de renforcer l'accès, y compris en situation humanitaire.



Grâce aux interventions cumulées des Nations-Unies au Mali en 2022, plus de filles et de garçons ont accès à une éducation de qualité, à travers des stratégies diverses telles que la sensibilisation, l'utilisation des nouvelles technologies, le renforcement des systèmes etc. y compris dans les zones en situation humanitaire, et ce, malgré un contexte marqué par la persistance de l'insécurité dans le centre et le nord du pays.

Les actions de plaidoyer soutenues par les Nations-Unies (dialogue communautaire, appui aux enseignants volontaires etc.) a permis la réouverture de 143 écoles fermées pour cause d'insécurité, au profit de 26 644 enfants (11 789 filles).

19 170 enfants âgés de trois à cinq ans, dont 9 171 filles, ont eu accès à l'éducation préscolaire. En situation humanitaire, 11 001 enfants dont 5 565 filles ont bénéficié d'une éducation préscolaire (formelle ou non formelle) grâce à des centres d'apprentissage temporaires et à l'enseignement à distance.

146 272 enfants (68 184 filles) ont accédé à l'enseignement primaire (formel et non formel), y compris ceux vivant dans des situations humanitaires, à travers la sensibilisation et la mobilisation des communautés, l'insertion ou la réinsertion directe, la construction des salles de classe.

Au niveau de l'enseignement secondaire, 3 375 enfants non scolarisés (1 864 filles) ont eu accès à l'enseignement secondaire et la formation professionnelle.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de l'enseignement, 12 188 enseignants (5 972 femmes) ont été renforcés, à travers la dotation en kits pédagogiques et des formations multiples sur des thématiques variées, répondant aux besoins spécifiques des élèves.

656 écoles primaires ont bénéficié de programme d'alimentation scolaire, au profit de 155 960 élèves (52 % de garçons et 48 % de filles).

800 enfants retirés des travaux dangereux et bénéficiaires de la stratégie de scolarisation accélérée par les passerelles dans le cercle de Sikasso, ont bénéficié de fournitures scolaires et d'équipements sportifs.

PRODUIT 3.1.4 (EHA) :



Le cadre de vie des communautés est amélioré, en particulier pour les plus défavorisés, par un accès durable à l'eau potable et à un assainissement de base, et l'adoption des pratiques d'hygiène adéquates notamment en situation humanitaire.



Les Nations-Unies ont contribué aux progrès réalisés en matière d'accès durable à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement, dans des situations de développement et d'aide humanitaire. Les institutions, notamment les centres de santé et les écoles, ont également bénéficié d'installations WASH, permettant d'améliorer les soins de santé et de nutrition, ainsi que l'accès des enfants à l'école.

308 456 personnes supplémentaires (155,770 hommes et 152,686), tant dans les situations de développement que dans les situations humanitaires, ont eu accès à des sources d'eau améliorées et durables, grâce à la réalisation et la réhabilitation des points d'eau

dans les communautés.

237 434 personnes, dont 107 796 hommes, 129 638 femmes et 41 025 enfants de moins de cinq ans, vivent dans des villages certifiés exempts de défécation à l'air libre.

146 nouvelles écoles (113 au Fondamental 1 et 33 au

Fondamental 2) ont été dotés de services WASH, y compris pour l'hygiène menstruelle, bénéficiant à 54 757 enfants (31 380 filles). 78 centres de santé ont été équipés en installations WASH.



Effet 3.2 :

D'ici 2024, Les personnes vulnérables ont un accès amélioré aux services de protection sociale, y compris en contexte humanitaire

PRODUIT 3.2.1 :

Les institutions et les communautés disposent de capacités renforcées pour planifier et mettre en œuvre de manière efficace la demande et l'offre de services d'éducation de base et de formation professionnelle de qualité et équitables, et de renforcer l'accès, y compris en situation humanitaire.



En matière de protection sociale, des avancées significatives ont été obtenues avec la mise à disposition des analyses sur le financement public des secteurs sociaux sensibles aux enfants, l'assistance multiforme aux personnes affectées par les situations humanitaires et surtout par le soutien financier aux personnes les plus vulnérables à travers les transferts monétaires.

- Le socle de protection sociale (document cadre) définissant les garanties minimales de protection sociale est en cours de préparation par le Gouvernement, avec l'appui des Nations-Unies.
- Afin de soutenir les personnes les plus vulnérables, 126 147 ménages (environ 883 029 individus) ont bénéficié de transferts monétaires.
- 1 928 236 personnes affectées par les situations humanitaires ont bénéficié d'une assistance pour répondre à leurs besoins essentiels. Parmi les personnes assistées : 348 706 ont bénéficié d'eau potable, 482 337 d'abris et NFI, 1 880 795 de vivres et transferts monétaires, 20 850 en production alimentaire d'urgence et AGR.

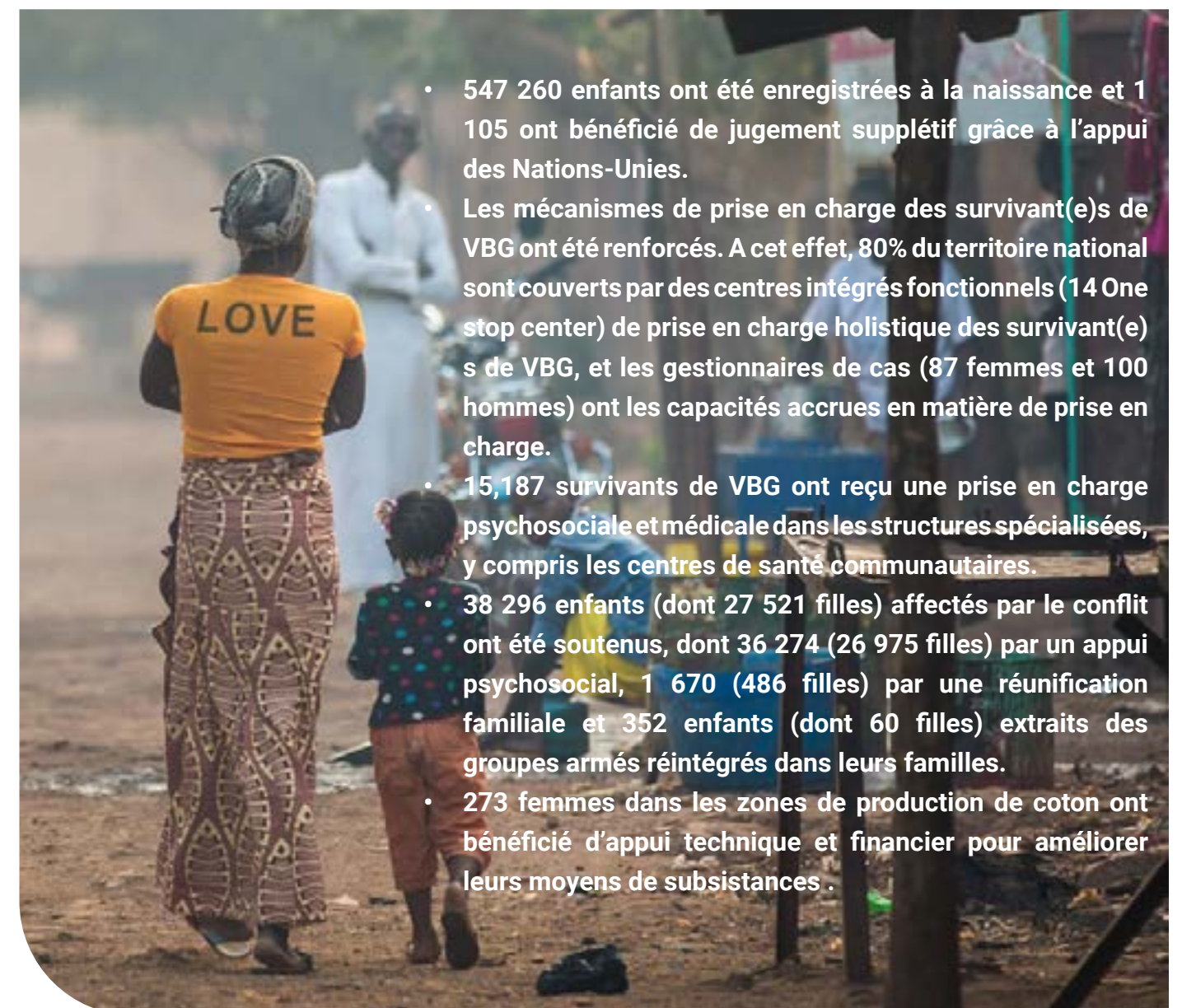


PRODUIT 3.2.2 :

Les institutions et les communautés ont davantage de capacités pour identifier et protéger les populations vulnérables, notamment les femmes et les filles, et celles affectées par toutes formes de violence et de menaces à l'intégrité physique, y compris en situation humanitaire.



Les interventions des Nations-Unies ont permis d'enregistrer des résultats significatifs en matière d'accès des filles, garçons, femmes et hommes aux services de prévention et de réponse face aux violences, dont les violences sexospécifiques, et d'améliorer les opportunités pour une égalité entre les sexes, y compris dans les zones affectées par les situations humanitaires. Les efforts ont porté sur le renforcement des capacités des travailleurs de première ligne en gestion des cas, sur l'appui psycho-social et la santé mentale ; sur les services sensibles au genre etc.



- 547 260 enfants ont été enregistrés à la naissance et 1 105 ont bénéficié de jugement supplétif grâce à l'appui des Nations-Unies.
- Les mécanismes de prise en charge des survivant(e)s de VBG ont été renforcés. A cet effet, 80% du territoire national sont couverts par des centres intégrés fonctionnels (14 One stop center) de prise en charge holistique des survivant(e)s de VBG, et les gestionnaires de cas (87 femmes et 100 hommes) ont les capacités accrues en matière de prise en charge.
- 15,187 survivants de VBG ont reçu une prise en charge psychosociale et médicale dans les structures spécialisées, y compris les centres de santé communautaires.
- 38 296 enfants (dont 27 521 filles) affectés par le conflit ont été soutenus, dont 36 274 (26 975 filles) par un appui psychosocial, 1 670 (486 filles) par une réunification familiale et 352 enfants (dont 60 filles) extraits des groupes armés réintégrés dans leurs familles.
- 273 femmes dans les zones de production de coton ont bénéficié d'appui technique et financier pour améliorer leurs moyens de subsistances.

2.3 APPUI AUX PARTENARIATS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME 2030

La mobilisation des partenariats a été renforcée par l'équipe pays en 2022 compte tenu de la complexité du contexte marqué par les effets de la crise politique, les sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA, de l'insécurité et de la crise en Ukraine, ce qui a vraiment impacté le niveau de la mobilisation des ressources. En l'occurrence, en 2022, seulement 2,8 millions de personnes sur les 5,3 millions ciblées, ont été assistées par les partenaires humanitaires grâce à la mobilisation de 258 millions de dollars sur les 686 millions recherchés à travers le Plan de Réponse Humanitaire 2022. Cela équivaut à un taux de financement de 38%.

Le dialogue avec le gouvernement a été constant tout au long de l'année avec une importante réunion du Comité national conjoint de pilotage de l'UNSDCF, des discussions avec les gouverneurs de régions et les élus locaux in situ et le renforcement du positionnement stratégique de l'UNCT au sein du Groupe exécutif de coopération (GEC) des PTFs.

Dans l'optique de renforcer les capacités de mobilisation des ressources pour la réalisation de l'agenda 2030, un effort est fait par le gouvernement avec le soutien du SNU pour élaborer le Cadre National Intégré de Financement du développement.

La mise en œuvre du Programme conjoint pour le développement du Capital humain avec le partenariat du SDG Fund a permis à l'équipe pays en 2022 de financer la participation des responsables gouvernementaux, le personnel de l'ONU et les autres parties prenantes à l'atelier régional de renforcement des capacités nationales en faveur des ODD sur les Cadres nationaux de financement intégrés et budgets ouverts pour le développement durable en Afrique. Le programme a également permis en 2022, le lancement du rapport sur l'évaluation du financement du développement, la planification de dialogues sur le financement des ODD, l'élaboration de stratégies de financement

et la promotion de l'ouverture budgétaire. La promotion du partage des connaissances entre les pays, y compris le brainstorming sur les leçons apprises et les questions émergentes qui affectent le déploiement des CNFI et des réformes du budget ouvert ont été au centre des activités financées par le Programme conjoint. Les responsables gouvernementaux ont été formés sur l'approche de calcul du coût des activités des programmes budgétaires et sur la budgétisation axée sur les ODD. De même un atelier national sur le partage des conclusions et recommandations des enquêtes sur le budget ouvert 2020 et 2021 a été réalisé avec le développement d'un plan d'actions pour la mise en œuvre des recommandations.

Le renforcement de la collaboration de travail avec la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) avec un accent sur le développement des partenariats et de la mobilisation des ressources, s'est davantage amélioré avec l'équipe pays des Nations unies en 2022.

L'essentiel du financement des activités 2022 de l'UNSDCF a été obtenu à travers les partenariats traditionnels de donateurs multilatéraux et bilatéraux tels que l'Union Européenne, Fonds pour la consolidation de la Paix (PBF), USAID, MIRAC, Fonds Climat, CERF, KOICA, Pays Bas, Luxembourg, Brésil, Norvège, Italie, Suède, Japon, Suisse, Belgique, Allemagne, Canada, Espagne, Danemark, Royaume Uni, Banque Mondiale, Peace & Security Trust Fund et la MINUSMA.

L'équipe pays est restée engagée au Mali dans les cadres de concertation des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) comprenant le Groupe Exécutif de Coopération (GEC), le Groupe des Ambassadeurs (GA), les Groupes Thématiques et les Groupes de Dialogue. Les partenariats assez fructueux avec le Gouvernement, les collectivités territoriales, la société civile, et le secteur privé au Mali sont aussi à relever au cours de l'année.

2.4 RÉSULTATS DES NATIONS UNIES TRAVAILLANT PLUS ET MIEUX ENSEMBLE :

COHÉRENCE, EFFICACITÉ ET EFFICIENCE DES NATIONS UNIES

L'équipe pays a consolidé au cours de l'année 2022 la dynamique de « Unis dans l'action » et la construction des synergies d'interventions entre les entités opérant dans le pays. Ainsi sous le leadership du Coordonnateur Résident, plusieurs visites de terrain mobilisant chaque fois plusieurs chefs d'agences, ont été organisés avec les PTFs et les partenaires gouvernementaux dans les régions. Ces visites ont permis aux entités des Nations unies de discuter avec les autorités locales, la société civile et les populations locales et d'identifier in situ les priorités de développement durable des régions.

Aussi l'esprit de consolider le travail conjoint sur les priorités du pays a-t-il amené l'UNCT à concevoir avec les départements ministériels sectoriels différents programmes conjoints dont certains ont été présentés dans le pool de mobilisation de ressources de UNISS. Il s'agit de : projet d'Appui à la Résilience et l'Adaptation au Changement Climatique des Petits producteurs ; ii) projet des Exploitants Agricoles dans les Périmètres Aménagés de l'Office du Niger.

Le renforcement des mécanismes de coordination interagences, notamment le PMT, l'OMT, le GTSE, le GTG, l'UNCG, le groupe de mobilisation des ressources (GMRP) et les groupes de résultats a constitué aussi un levier central de pilotage et d'assurance de l'efficacité de la coordination de l'équipe pays au cours de l'année 2022. Les différents groupes de travail ont tenu leurs réunions statutaires et Retraites annuelles qui ont permis d'aborder plusieurs thématiques.

Retraite de l'UNCT : examen de l'impact des différentes crises sur la mise en œuvre de l'UNSDCF 2020-2024 et le fonctionnement de l'UNCT en vue d'identifier des pistes de renforcement de la dynamique One-UN au sein de l'UNCT et d'améliorer la mise en œuvre de l'UNSDCF 2020-2024 ;

Retraite du PMT : i) renforcement des capacités des membres du PMT sur la gestion axée sur les résultats ; ii) discussions du fonctionnement et de l'organisation du travail au sein du PMT ; iii) examen/validation des résultats de l'exercice de revue annuelle des documents de bilan commun de pays et de l'UNSDCF ; iv) recommandations à l'UNCT ;

Retraite du GMRP : i) redynamisation, actualisation des connaissances et de la pratique des membres du GMRP sur les mécanismes et instruments innovants de financement du

développement qui peuvent être appliqués localement ; ii) identification des moyens d'optimiser le fonctionnement du GMRP pour appuyer et conseiller plus efficacement l'équipe pays (UNCT) sur les questions stratégiques de mobilisation des ressources ; iii) mise à jour de la stratégie de l'UNCT en la matière ;

Retraite du GTG : i) rappel et session d'induction sur le Guide des Standards et Procédures pour GTG et mécanisme du Gender Score Card et proposition des pistes pour la mise en œuvre ; ii) évaluation du PTA 2022 du groupe ; ii) présentation sur les enjeux de coordination des groupes de travail UNCT ; iii) élaboration du PTA 2023 ;

Retraite de l'OMT : i) revue globale des activités 2022 de l'OMT, de la planification de l'année 2023, avec l'internalisation accrue des principes de différents piliers de l'agenda d'efficacité et des modalités plus adaptées d'organisation et de collaboration avec les groupes de résultats de l'UNCT et différents partenaires ; ii) échanges sur l'optimisation de l'organisation/fonctionnement de l'OMT et des approches de collaboration plus efficiente avec les autres groupes de résultats, de la MINUSMA et différents partenaires ;

Retraite du RCO : Réflexions sur l'optimisation de l'organisation et du fonctionnement du RCO pour soutenir le RC et l'UNCT dans l'accompagnement du Mali sur le chantier de la réalisation des Objectifs de Développement Durable ;

Retraite de l'UNCG : i) analyse des forces, faiblesses et opportunités afin de tracer un plan de communication 2022-2023 réaliste et proportionnel à ses ressources qui s'oriente vers des résultats communs et disposant d'un système de suivi et évaluation ; ii) redynamisation du groupe.

2.5

EVALUATION ET LEÇONS APPRISES

En termes de leçons apprises :

- La participation des femmes dans les appels à candidatures pour le recrutement des consultants et leur implication dans les missions d'information et de sensibilisation, ont été privilégiées au cours de l'année permettant de relever la prise en compte du genre dans les processus d'intervention des AFPs; La synergie d'action des équipes SNU sur le terrain avec les différents acteurs de développement, la société civile, les services déconcentrés et les autorités régionales et locales constitue un facteur de construction de la confiance entre les partenaires et un facteur de succès et de durabilité des interventions SNU ;
- L'opportunité de renforcer l'approche ONE UN sur le terrain a l'avantage de maximiser l'impact et la cohérence des interventions des AFPs, de développer une approche géographique cohérente avec l'ensemble des partenaires internationaux en alignement avec les stratégies et priorités nationales et de renforcer la mobilisation des ressources ;
- La mutualisation des efforts à travers les programmes conjoints et la diversification des donateurs constituent des alternatives face aux défis liés à l'amenuisement des ressources dû entre autres au contexte géostratégique mondial actuel ;
- La collaboration technique avec les organisations communautaires de base a démontré l'efficacité de cette approche à générer des résultats probants notamment en matière

de la lutte contre la malnutrition ceci a permis l'intensification et la mise à échelle des approches multisectorielles et communautaires par le biais des plateformes communautaires (Groupes de Soutien aux Activités de Nutrition - GSAN) dans la région de Sikasso contribuant à la réduction continue de la prévalence de la malnutrition chronique ;

- Le renforcement du dispositif de protection par l'implémentation des One Stop Centers a contribué à accroître l'accès, l'utilisation, l'efficacité et la qualité des services holistiques aux victimes de VBG, principalement les enfants et les femmes sur 80% du territoire.

2.6

APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES

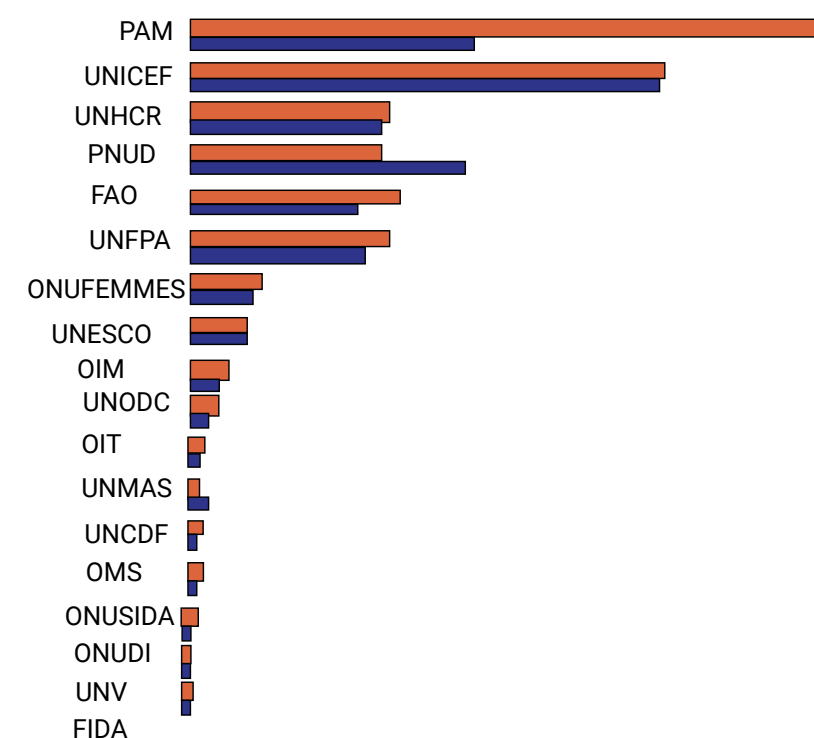
Le budget prévisionnel 2022 se chiffrait à **607 757 953 USD** sur lesquels **579 692 090 USD** ont été mobilisés, soit **95%** de taux de mobilisation. Les montants dépensés se chiffrent à **427 670 168 USD** pour un taux d'exécution de **73,77%**.

2.6.1. APERÇU FINANCIER

TAB 1. RÉPARTITION DES RESSOURCES PAR AGENCE

AGENCES FONDS ET PROGRAMMES	BUDGET PRÉVISIONNEL 2022 (USD)	RESSOURCES MOBILISÉES (USD)	RESSOURCES DÉPENSÉES (USD)
PAM	17 215 040	17 215 040	13 772 032
FIDA	-	-	-
OIM	3 975 500	3 616 363	3 000 000
UNICEF	1 199 080	1 199 080	1 104 589
UNHCR	717 850	703 221	354 892
PNUD	118 499	114 633	114 633
FAO	12 278 043	7 533 481	7 283 300
UNFPA	688 000	655 548	629 480
ONUSIDA	251 753 499	284 211 163	124 115 518
UNESCO	41 041 246	22 114 172	35 586 796
OIT	764 000	795 000	764 000
UNMAS	4 579 229	4 579 229	4 579 229
UNODC	9 000 000	16 273 166	15 902 628
UNCDF	46 409 511	22 743 888	22 240 028
OMS	193 722 795	195 005 042	195 003 478
ONUDI	2 503 016	1 140 619	2 503 016
UNV	1 817 445	1 817 445	1 588 246
FIDA	15 000	15 000	8 300
TOTAL	607 757 953	579 692 090	427 670 168

GRAPH 1. RESSOURCES MOBILISÉES ET DÉPENSÉES PAR AGENCE



■ Ressources mobilisées (USD)

■ Ressources dépensées en (USD)

CONTRIBUTIONS APPORTÉES PAR CHAQUE SOURCE DE FINANCEMENT



2.6.2 MOBILISATION DES RESSOURCES ET QUALITÉ DES FINANCEMENTS

Les ressources nécessaires au démarrage de l'UNSDCF 2020-2024 se chiffraient en 2020 à 1,504,682,143 USD dont 303,250,733 USD étaient disponibles, soit un gap de financement de 1 201 431 410 USD. Les montants mobilisés cumulés de 2020 à 2022 s'élèvent à 895,003,228 USD (soit 59% de ressources mobilisées); le différentiel à mobiliser pour le reste du cycle s'établit à 609,678,915 USD.



Au titre des appels à financement au cours de l'année 2022, l'équipe pays a mobilisé des financements du SDG Fund pour un montant de 249 711 ,25 USD pour le projet Energie solaire, télésanté et protection sociale pour transformer la santé communautaire au Mali. Ce projet a été conçu pour être la première phase d'une approche progressive visant à généraliser le déploiement de l'énergie solaire et de la télésanté dans tous les centres de santé de référence et communautaires au Mali.

Le Fonds de consolidation de la Paix (PBF) a contribué en 2022 au financement de six projets pour un montant total de 11,850,000 USD. Ces projets concernent la gouvernance démocratique, l'auto-emploi des jeunes, la gestion-prévention des conflits liés aux ressources naturelles, l'accès des jeunes femmes et hommes au foncier agricole, l'appui aux initiatives locales de promotion de la paix et le renforcement de l'Etat de Droit.

Contributions apportées par les principaux donateurs

Les montants des contributions principales (donateurs et fonds Core) répertoriées en 2022 se chiffrent à 347,289,126 USD dont 320,211,530 USD apportés par les donateurs (92%).

DONATEURS	USD
Allemagne	50 825 466
Banque Mondiale	2 035 473
Belgique	4 393 603
Bureau for Humanitarian Assistance	33 421
Canada	14 579 659
République Tchèque	1 030 926
Danemark	12 939 613
Donateurs privés	8 422 750
ECW (Education Cannot Wait Fund)	2 018 348
Espagne	719 884
Etats Unis	51 600 056
Fondation ALFPH	301 478
Fonds CPI	240 467
Fonds mondial de lutte contre le VIH/Sida, la Tuberculose et le Paludisme	40 000
Fonds pour la consolidation de la Paix (PBF)	11 850 000
France	8 719 976
GAVI	7 341 222
Government of Austria	2 190 581
INDITEX Multinational	70 804
Italie	1 089 909
Japan	4 041 694
Lituanie	112 613
Luxembourg	4 188 163
MINUSOMA	186 280
Monaco	220 505
Pays-Bas	1 237 801
Royaume Uni	3 045 559
Spanish Committee for UNICEF	1 691 627
Suède	9 954 598
Suisse	2 543 544
UN CERF	9 513 600
UN Programme on HIV/AIDS	46 948
Union Européenne	90 339 282
United Arab Emirates	3 551
United Nations Multi Partner Trust	3 576 598
UNOCHA	5 279 996
FONDS CORE	USD
CIJ	26 034
ONUSIDA	100 000
PAAR	1 553 864
UNESCO	71 000
UNFPA	6 329 422
UNICEF	19 023 311
TOTAL	417 678 184

CHAPITRE 3

PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES POUR 2023

Les priorités définies dans les axes stratégiques de l'UNSDCF 2020-2024 resteront globalement celles qui sous-tendront les interventions de l'UNCT en 2023. Une attention sera portée aux actions prioritaires du Cadre stratégique de la refondation pour la transition et l'accent sera mis sur les domaines de la sécurité, de la consolidation de la paix, du renforcement de la gouvernance, des élections, de la lutte contre la pauvreté, de la résilience, de l'agriculture, des emplois ruraux, de la sécurité alimentaire, l'accès aux services sociaux de base, la protection de l'environnement et le changement climatique.

DOMAINES D'INTERVENTIONS MAJEURES EN 2023 :



Sécurité et accessibilité :

L'amélioration durable de la situation sécuritaire va demeurer au centre des actions conjointes car perçue comme un élément déterminant du processus de développement économique et social et le bien-être de la population.



Lutte contre la pauvreté et les inégalités

La diversification des sources de croissance, le développement des infrastructures productives de base (agriculture, énergie, routes, TIC, etc.) et la transformation structurelle de l'économie pour un développement durable et une réduction de la pauvreté et des inégalités.



Accès aux services sociaux de base de qualité :

Le renforcement de l'offre et la promotion de la demande des services de santé et de VIH/Sida, de nutrition, d'éducation, d'eau-hygiène-assainissement et de protection, y compris en situation humanitaire.



Gouvernance, Transition et Elections :

La poursuite des réformes institutionnelles et de la gestion des finances publiques dans le cadre du PREM pour une meilleure gouvernance et la tenue des élections inclusives et transparentes



Renforcement de la résilience

Le renforcement de la résilience des systèmes et des institutions, le renforcement de la résilience des communautés et des écosystèmes, le renforcement de la résilience des familles et les individus. La préparation face aux risques de catastrophes naturelles et humaines.



Atteindre les « laisser pour compte »

Étendre l'offre de services sociaux dans les nouvelles régions pour que les femmes enceintes, les nouveau-nés, les enfants, y compris les adolescents, en particulier les plus vulnérables, aient un accès équitable à des services de santé, Nutrition, sécurité alimentaire, éducation, WASH, Protection, VIH, et Protection sociale de qualité sensibles au genre permettra d'accélérer l'agenda LNOB.



MINISTÈRES

Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation

Ministère de l'Agriculture

Ministère de l'Economie et des Finances

Ministère de l'Éducation Nationale

Ministère de l'Élevage et de la Pêche

Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable

Ministère de la Cohésion sociale, de la Paix et de la Réconciliation nationale

Ministère de la Communication et de l'Économie Numérique

Ministère de la jeunesse

Ministère de la Justice et des Droits de l'homme, garde des Sceaux

Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille

Ministère de la Santé et des Affaires sociales

Ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté

Ministre de la Sécurité et de la Protection civile

AUTRES PARTENAIRES

Conseils communaux

Agence nationale d'investissement des collectivités

Centres de formation des collectivités territoriales

ONGs nationales

ONGs internationales

OSC

Médias

Secteur privé

Autres

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES			
AFP	Agences, Fonds, Programmes	ONUDC	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
AN	Assemblée Nationale	ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
AME	Association des Mères d'Elèves	OSC	Organisation de la Société Civile
APE	Association des Parents d'Elèves	PAM	Programme Alimentaire Mondial
BIT	Bureau International du Travail	PBF	Fonds pour la consolidation de la paix
BCP	Bilan Commun de Pays	PBSG	Planification, Budgétisation, Sensible au Genre
BOS	Stratégie relative aux activités opérationnelles	PDSEC	Plans de Développement Social, Economique et Culturel
CAF	Centre d'Alphabétisation Fonctionnelle	PDI	Personnes Déplacées à l'intérieur de leur propre pays
CED	Centre d'Education pour le Développement	PIB	Produit Intérieur Brut
CNDH	Commission Nationale des Droits de l'Homme	PMT	Equipe de Gestion du Programme
CNT	Conseil National de la Transition	PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable	PTF	Partenaires Techniques et Financiers
CSCOM	Centre de Santé Communautaire	SAJP	Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté	SDG	Objectifs de Développement Durable
CSRéf	Centre de Santé de Référence	SDMPR	Surveillance des Décès Maternels, Périnataux et Riposte
CVJR	Commission Vérité Justice Réconciliation	SIMR	Surveillance Intégrée de la Maladie et la Riposte
DDHP	Division des Droits de l'Homme et de la Protection	SNU	Système des Nations Unies
DRDSES	Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire	SONU	Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence
DRPC	Direction Régionale de la Protection Civile	UN	Nations Unies
DTM	Matrice de Suivi des Déplacements	UNCDF	Fonds d'Équipement des Nations Unies
EHA	Eau, Hygiène, Assainissement	UNCG	Groupe de Communication des Nations Unies
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	UNCT	Equipe de pays des Nations Unies
FIDA	Fonds International de Développement Agricole	UNDP	Programme des Nations Unies pour le Développement
GTG	Groupe Technique Genre	UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
GTSE	Groupe Technique de Suivi et Evaluation	UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme au Mali	UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
IDH	Indice de Développement Humain	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
INSTAT	Institut National des Statistiques	UNMAS	Service de Lutte Anti-mines
IST	Infection Sexuellement Transmissible	UNPOL	Police des Nations Unies
MGF	Mutilations Génitales Féminines	UNSDCF	Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable
MIDAS	Système d'Information migratoire et d'analyse des données	URENI	Unités de Récupération et d'Éducation Nutritionnelle Intensive
MINUSMA	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali	VBG	Violences Basées sur le Genre
ODD	Objectifs de Développement Durable	VFF	Violences Faites aux Femmes et Filles
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations	VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
OMS	Organisation Mondiale de la Santé	VSBG	Violences Sexuelles Basées sur le Genre
OMT	Groupe des Opérations des Nations Unies	VNU	Programme des Volontaires des Nations Unies
ONG	Organisation Non Gouvernementale		



NATIONS UNIES
MALI



Conception: Hamidou N'gatté/ RCO Mali

Credit photo: © Unicef/ ©Unesco/ ©PAM/ ©FAO/ ©UNFPA/@Initiative spotlight/ © UNHCR/ ©PNUD/ ©Onufemmes/ ©OMS/©RCO



@onu_mali



@ONUAUMALI



<https://mali.un.org/>